

L'interculturalité du Mc World dans le paradigme globalitaire

*Mohammed Nour Eddine Affaya

Il est de plus en plus frappant de constater que le terme “mondialisation” ou “globalisation” est devenu l’objet d’une véritable rhétorique, consommé par tout le monde, au nord comme au sud, en Orient comme en Occident. Exposé et discuté par les spécialistes en économie, en finance, en technique, galvaudé par les politiciens, repris sans cesse par les journalistes et les professeurs...etc. Ce terme est consommé jusqu’au point où on s’interroge sur le “taux de consommation” auquel il est exposé par rapport aux éléments de production sémantique qu’il contient, créant aussi un échange inégal entre l’exagération discursive –à propos de la mondialisation– et les faits ou les cadres qui l’engendrent.

A l’intérieur de ce *carnaval* de paroles, de discours, de textes, on se retrouve face à des personnes enthousiastes qui défendent la mondialisation, ses apologues, aussi bien que face aux détracteurs et aux critiques qui dénoncent les drames qu’elle produit. Il y a en outre des hésitants ou des spectateurs qui ne croient pas encore que le monde s’est “mondialisé” et que cette mondialisation tend vers la domination du monde. D’un autre côté, il y a des gens qui la considèrent comme un “piège”, une “obsession”, comme une “fièvre”, elle est aussi perçue comme un “mythe”.

On entend souvent dire qu’il est “impératif d’adopter la mondialisation, d’y adhérer et d’intérioriser ses règles si on veut appartenir au temps du monde et préparer l’avenir”, car les considérations identitaires, les biens symboliques d’un pays appartiennent au passé ! Résister contre la mondialisation au nom de ces biens serait un anachronisme, sinon une véritable perte de temps. D’autres, par contre, insistent sur la nécessité de “lutter contre cette mondialisation, parce qu’elle est inhérente à la nouvelle vague d’hégémonie que l’Occident impose au monde. Il ne s’agit guère de domination éco-

*Professeur de Philosophie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.

Université Mohammed V, Rabat

nomique seulement mais d'un profond bouleversement culturel et identitaire"¹. Ces deux attitudes plongent la personne dans un malaise paradoxal, car l'adoption de l'une en rejetant l'autre radicalement produit une véritable tension. Mais en tout état de cause, même si ce phénomène –la mondialisation– n'a pas encore acquis une dimension mondiale "généralisée", le surplus discursif à son sujet, la foi –effective ou illusoire– en certains de ses aspects, nous poussent à le prendre, sérieusement, en considération.

Comment cette mondialisation se présente-t-elle dans ses manifestations économique, politique et culturelle? représente-t-elle une nouvelle dynamique interculturelle ou une volonté de puissance hégémonique?

EST-ELLE UNE NOUVELLE NAISSANCE DU MONDE?

À la lumière des mutations que connaît l'économie, la politique et la culture, et l'émergence de nouvelles formes de puissance ébranlant la géopolitique et mettant en valeur les considérations géo-économiques, une vérité première et essentielle s'impose à tous ceux qui veulent comprendre les phénomènes de la mondialisation. Elle réside dans le fait de reconnaître que la mondialisation est un nouveau stade dans l'évolution du capitalisme. Car ce mode de production, depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, a pu continuer et garantir les facteurs de son expansion grâce à ses capacités de produire des modes différents d'accumulation chaque fois ou les anciens modes d'accumulation ont été exposés à une crise ou à une dérégulation.

Tous les indices montrent que le phénomène de la mondialisation évolue, symétriquement, avec l'évolution et l'expansion du capital financier, qui se manifeste sous trois aspects principaux: 1. la liberté de mouvement des capitaux; 2. la liberté des investissements; 3. le libre-échange. Ces aspects n'ont pas pu se cristalliser sans la victoire, presque totale, du capitalisme sur les modes de production qui ont expérimenté d'autres modes de production, de distribution et de consommation. Des chercheurs considèrent que cette victoire s'est réalisée sur trois fronts: le premier est inhérent à l'accession de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan au pouvoir pour mener une véritable guerre contre le principe de l'intervention de l'État dans l'économie; le deuxième est issu de la dissolution dramatique de l'URSS et la défaite du *communisme* en tant que contradiction qui a menacé les grands choix de capitalisme durant le XXe siècle; le troisième front fut possible grâce à la victoire menée contre l'Irak par une coalition mondiale guidée par les États-Unis. La destruction de ce pays et l'embargo qu'on lui a sauvagement imposé ont été orchestrés au nom d'une prétendue volonté de maîtriser les régimes dictatoriaux et de les empêcher de réaliser un certain *développement* non contrôlé

par le centre capitaliste. L'affaire du Kosovo n'est nullement étrangère à cette perspective stratégique qui a, en plus de cela, confirmé la marginalisation *humiliante* du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Pour arracher ses acquis, le système capitaliste, tel qu'il est dirigé par les États-Unis, a radicalement bouleversé les notions du temps et de l'espace et a complètement changé de pratiques politiques, surtout au niveau du rôle de l'État. Il est en train de revoir structurellement la culture économique pour établir "une nouvelle idéologie du capitalisme". Dans ce contexte, les rapports entre le monde de l'économie et les instances étatiques se voient de plus en plus remis en question. Pour Michel Albert, si l'année 1791 constitue la phase du capitalisme contre l'État en instaurant la liberté commerciale et industrielle, et si en 1891 le capitalisme est devenu encadré par l'État en tempérant les excès du capitalisme et en réajustant les dérives du marché, l'année 1991 représente un tournant dans l'histoire économique et politique du monde, car le capitalisme s'est substitué à l'État en prétendant, surtout de la part de M. Thatcher et R. Reagan, que l'État n'est plus "un protecteur ou un organisateur, mais...un parasite, un frein, un poids mort"².

Il est vrai que le capitalisme n'est pas nécessairement homogène, car chaque pays capitaliste propose des réponses différentes aux questions de société telles l'immigration, la pauvreté, la fiscalité, les salaires, la sécurité sociale ou l'entreprise, etc., mais les percées de la mondialisation, orchestrées par les organismes internationaux puissants et orientées par les États Unis dans le cadre du néo-libéralisme imposent un nouveau lexique au monde et une référence économique unique. Les maîtres mots deviennent: privatisations, les marchés financiers, la flexibilité, la dérégulation, le management, ...etc. Et "faire croire que le message néo-libéral est un message de libération"³.

En dépit des différences culturelles, historiques et sociales des systèmes, des pays et des régions, la mondialisation tend à les réduire, sinon à les effacer. Ainsi, quelles que soient les réponses données par les divers capitalismes aux grandes questions de société, la philosophie de la nouvelle croissance postule moins d'État, moins de bureaucratie et plus de flexibilité et de souplesse. Face aux considérations stratégiques le social-démocrate européen, le libéral américain et le conservateur britannique se trouvent dans le même camp pour défendre les intérêts du capitalisme international⁴.

On trouve des résistances ça et là de l'ordre de "l'exception française" ou "les spécificités européennes" ou bien au nom des différences culturelles et ethniques ou même politiques comme le cas chinois, par exemple, mais la logique américaine tend de différentes manières à imposer les choix qui ont fait des États-Unis une superpuissance, sans pour autant laisser aux autres la possibilité de devenir forts et d'entraver toute coalition pouvant mettre en cause sa suprématie économique par le contrôle du système monétaire international et l'OMC, militaire par le biais de l'OTAN en faisant de cette organisation la référence mondiale unique pour résoudre les conflits, et culturelle en maîtrisant le marché international de communication, de télécommunication, de la

production audiovisuelle et de la presse, etc⁵. Ainsi, tous les discours sur la démocratie, les droits de l'homme, le rôle de l'État, l'économie de marché, la souveraineté, etc. qui accompagnent la mondialisation sont déterminés par les données stratégiques que les États-Unis d'Amérique tentent d'organiser et de consolider afin de "mondialiser" ses modèles et ses choix par tous les moyens possibles ou imposés⁶.

En plus de la libre circulation des capitaux, des investissements, le libre échange, etc., tels qu'ils sont véhiculés par les forces de frappe monétaires et commerciales comme la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, les multinationales, etc. on constate une tendance américaine accrue vers l'instauration d'un *colonialisme* technologique et culturel, sous prétexte que la mondialisation constitue le "stade suprême de la civilisation humaine" comme le prétend Thomas Friedman⁷. Et il semble que les néo-libéraux ne pensent à rien d'autre qu'à généraliser leurs nouvelles valeurs tantôt par la contrainte, par le chantage, et tantôt par la violence, selon les cas et les clients, ce qui a poussé certains à considérer qu'on est, en fin de compte, en train d'assister au "retour de la barbarie"⁸.

En effet, dès qu'un pays se voit obligé d'introduire le libéralisme dans sa nouvelle version, les disparités criantes de classes se manifestent, la violence et le crime augmentent (il y a plus d'un million huit cent mille prisonniers aux États-Unis), le chômage (la destruction des économies des pays de l'Asie du Sud-Est et la volonté de démembrer l'Indonésie ont engendré la perte de 30 millions d'emplois...). La relation causale entre l'augmentation de la richesse et l'élargissement du cercle de la pauvreté est devenue une vérité déstabilisante pour toutes les sociétés, que se soient celles qui militent pour la mondialisation ou celles qui subissent ce nouveau despotisme⁹.

Si le colonialisme traditionnel exerça de pires formes d'exploitation, d'humiliation et de mépris sur les pays du sud, au nom de la suprématie de l'homme blanc, la mondialisation, avec ses conditions pénibles et ses contraintes dures, commence à menacer d'explosion devant les yeux du monde plus d'une société et met en péril l'équilibre de beaucoup de pays lorsqu'elle a engagé, par le néo-libéralisme, leur population dans la violence, le crime et l'anarchie¹⁰. Les événements que connaissent l'Indonésie, la Russie, le Brésil et d'autres pays, sont le résultat logique des recommandations du FMI et de la Banque Mondiale, à tel point que certains observateurs considèrent que la politique du libre-échange est fatalement suicidaire, et que la mondialisation commence déjà à démontrer son échec cuisant. Ainsi, dire que le triomphe de la mondialisation apporte plus de liberté aux peuples et de richesse aux populations est un leurre.

D'autre part, l'économie de marché, dans son principe même, se fonde sur les conditions de la concurrence et l'équilibre et présuppose un ensemble de règles dont l'égalité au niveau de l'échange. L'histoire démontre de plus en plus que les sociétés n'accèdent à un niveau économique développé que quand il y a une répartition tenant compte des attentes des divers groupes sociaux, car l'intégration sociale est le critère du développement. Ce qui n'intéresse guère les apologistes de la mondialisation, jusqu'à ce que les

clients du camp de Davos se rendent enfin compte en janvier 1999, par l'intermédiaire du président du forum Klaus Schwab, des dangers qu'engendrent les lois farouches de la mondialisation et que l'oubli et la marginalisation de larges couches de la population menacent certainement les bases sociales qui fondent la démocratie.

Or, le grand paradoxe qui s'impose consiste dans le fait que la mondialisation est au fond un stade nouveau du capitalisme. Or celui qui la dénonce et proteste contre ses dérives et ses excès ne possède aucune alternative possible. Le capitalisme n'est pas né et n'a pas évolué pour rendre toute l'humanité heureuse. Son esprit consiste à chercher le gain et la rentabilité. Aussi, son histoire pleine de crises et de crises surmontées a toujours produit des gagnants et des perdants. Les événements démontrent de jour en jour que le danger de destruction peut atteindre tout le monde, que ce soient ceux qui appliquent les conditions de la mondialisation à la lettre ou ceux qui y résistent encore.

Comprendre le phénomène mondialisation est une nécessité continue, analyser ses mouvements, critiquer ses dérives et surtout, comme le dit Pierre Bourdieu, "résister au fléau néo-libéral"¹¹. Toutefois et malgré les précautions possibles, la mondialisation constitue une réalité têtue, presque inévitable, même si elle est dépourvue de toutes promesses ou d'indices encourageants. Aussi, les attitudes dénonciatrices et critiques ne proposent guère jusqu'à présent de contre-projets bien définis au capitalisme mondialisé. Face aux dérégulations parfois catastrophiques et aux lourdes contraintes que le système globalitaire impose aux États, il semblerait que les décideurs des pays du sud peuvent encore produire les conditions de possibilité d'une économie de solidarité, de compromis sociaux et politiques à l'intérieur, pour se protéger contre les dérapages économiques, sociaux et culturels qui accompagnent la mondialisation. Or cela ne peut réellement être possible sans l'instauration d'une nouvelle culture et une redéfinition des rôles de l'État, sachant bien que ce vœu se fait dans un contexte général caractérisé par ce que certains appellent "l'effacement de l'optimisme historique", et l'établissement d'un "nouveau Moyen Âge"¹², qui valorise l'indétermination, l'aléatoire, le flou et les "solidarités fluides", etc.

FACE À LA "MONDIALISATION CORRECTE": CONTRE L'ÉTAT, VIVE L'ÉTAT!!

Il n'est guère un hasard si le système globalitaire ne cesse de remettre l'État en question. L'histoire de la mondialisation est l'histoire d'un continuel jeu de positionnement entre le marché et l'État.

L'État était –et est encore– un souci central pour tous les acteurs de l'histoire, soit pour maîtriser ses potentialités et ses appareils, soit pour délimiter ses pouvoirs. Ainsi l'écriture de l'histoire de l'État se confond toujours avec l'histoire des civilisations et des nations. Or, peut-on s'intéresser aux questions de civilisations sans se référer aux États qui furent à l'origine de la production des systèmes sociaux et culturels?

À la lumière de l'inflation discursive dans les domaines économiques et communicationnels, la remise en question des notions de frontières, de marché, d'entreprise, du travail et de souveraineté, etc., le thème de l'État attire les historiens, les politiciens et les économistes. Dans ce contexte historique mondial, marqué par la crise et la reconstruction, l'État est devenu une question centrale dans le champ de l'histoire des idées. La crise économique que connaissent certains pays est perçue comme étant une crise étatique en premier lieu. L'aggravation de la récession économique est considérée comme l'expression de l'incapacité de l'État à résoudre les dérégulations de l'économie et de la faiblesse des mécanismes de son fonctionnement. Ainsi, l'État s'avère un véritable problème, sinon une question embarrassante. Autant il est –l'État– nécessaire, autant il est devenu à la lumière des nouvelles contraintes, lourd, encombrant et non adapté aux profondes mutations que connaissent les sociétés.

Il ne s'agit guère d'une reconstruction administrative et financière des appareils de l'État, même si elle est une opération indispensable pour préserver son rôle régulateur aux niveaux économiques et social, mais il s'agit plutôt de redéfinir ses fonctions et délimiter ses nouveaux rôles. En effet, on trouve ceux qui réclament tout bonnement de réduire ses rôles et de le retirer de certains domaines vitaux, comme si la mondialisation signifiait impérativement la réduction des pouvoirs de l'État, et contourner ses mouvements au profit de l'initiative privée et de la logique aléatoire du marché. Il paraît ainsi que la crise de l'État, selon les débats en cours, se réfère à la nouvelle compréhension de la crise du système capitaliste. Le discours de la crise a touché aussi les secteurs sociaux, à tel point que la société dans sa totalité, selon la perception néo-libérale, doit être au service des idéaux économiques, comme si le changement de mode d'accumulation dans cette étape transitoire, supposait la reconstruction du rapport entre la politique et l'économique, entre la justice et la production des richesses.

Or, les choses ne sont pas aussi faciles comme elles sont montrées par certains écrits enthousiastes à la nouvelle logique économique. Appeler à compresser le rôle de l'État dans certaines régions du monde ne veut aucunement dire qu'on doit l'imposer aux autres parties de la planète, dans la mesure où l'État possède une histoire qui gouverne le mode de présence de certains pays sur la scène mondiale. Le modèle français de l'État, à titre d'exemple, ne peut être dissocié du concept de la nation, ou de l'économie et de la société. Le rapport entre la citoyenneté et la nationalité –dans la politique française– représente l'expression symbolique de la récupération de l'État par la Nation. L'expérience d'industrialisation fut aussi possible grâce aux planifications, et aux investissements de l'État qui jouait –et joue

encore— un rôle déterminant dans le développement, malgré les contraintes des accords de Maastricht, de la mise à niveau de l'économie française face aux défis de l'Euro et de la mondialisation. Tous les acteurs majeurs conçoivent la "Nation" française à partir de catégories politiques¹³. C'est pour cette raison qu'Alain Touraine constate que l'État français fut à l'avant-garde des pays européens pour garantir les droits politiques mais il est très lent dans l'octroi des droits sociaux et il hésite encore dans la reconnaissance des droits culturels.

D'un autre côté, l'État a toujours des fonctions historiques à remplir dans des pays comme le Maroc et les pays du sud en général. Dans un temps mondialisé et parcellisé, l'État devrait éluder les explosions de nature identitaire et garantir les conditions institutionnelles pour consolider les liens culturels et sociaux, et fonder des bases pour plus d'interférences et d'interculturalité.

En dépit de la domination d'une pensée unique sur le mouvement de la mondialisation, il est frappant de constater comment les stratégies adaptent leurs revendications selon la nature de leurs "intérêts vitaux". Georges Soros lui même n'hésite pas à exprimer ses craintes. L'élargissement des mécanismes de l'économie de marché à tous les niveaux risque d'entraîner la destruction des sociétés. Créer de nouveaux marchés financiers sans tenir compte de la nature spécifique de l'argent ne produit guère selon lui les équilibres nécessaires. Ce qui engendre le danger du dogmatisme économique, l'intégrisme et l'anarchie au détriment du travail et des investissements productifs¹⁴.

Il est inconcevable de réduire toute la culture politique en un seul modèle d'État, même si les leaders de la mondialisation travaillent pour le généraliser et l'imposer à tout le monde. Le néo-libéralisme tend à rompre avec les références politiques qui ont fait de l'État-Nation un cadre organisationnel et institutionnel capable de créer l'équilibre nécessaire entre les considérations politiques, les mutations économiques et les revendications de la société.

Face aux différents blocages que connaît l'action politique, la dominance des facteurs économiques et financiers en particulier, et pour attirer les investissements, le capital financier formule ses conditions à l'État sous prétexte d'introduire des réformes dans les institutions économiques, les appareils financiers, administratifs et éducatifs, etc. afin de créer, dans le jargon des organismes financiers internationaux, les bases de l'équilibre macro-économique, la stabilité politique, les grands équilibres financiers, l'attraction des investissements privés, étrangers en particulier, mais à condition de libéraliser l'économie, les politiques des prix, de l'échange, des capitaux, et instaurer le principe de flexibilité dans le monde du travail, un système douanier non protectionniste, une fiscalité encourageante, la privatisation des établissements économiques, la réforme de la justice, et de l'administration, le respect des engagements et la mise à niveau du tissu économique et entrepreneurial pour affronter les défis de la concurrence, etc.

Ce sont là les nouvelles fonctions de l'État que la mondialisation prêche et que les pays du sud doivent impérativement appliquer quelque soient leurs retombées socio-politiques, car "la victoire du capitalisme ne signifie ni le triomphe... de la démocratie

ni les meilleurs des mondes économiques...c'est l'accomplissement du relatif, du moindre risque, du moindre mal", car "personne ne peut imaginer qu'il est à la portée du marché de réaliser un optimum pour tous et dans tous les domaines"¹⁵.

Dans tous les cas l'acceptation des principes du marché suppose l'interdiction de toute "ambition globale". Il est vrai que les leaders de la mondialisation se sont rendus compte de l'importance pour l'État de conserver certaines de ces prérogatives traditionnelles pour garantir les conditions minimales d'une stabilité politique, mais sans pour autant se démarquer des fondements du néo-libéralisme. Et là plusieurs questions se posent: peut-on dire que l'action politique conservera-t-elle toujours une crédibilité? quel est le rôle du système politique représentatif? et quelle est la différence entre le libéralisme politique et la démocratie? et jusqu'à quel point la volonté populaire, à travers le suffrage universel et les élections, a-t-elle encore un rôle dans la détermination des grands choix économiques, sociaux et politiques de l'État?

Des observateurs de tout bord constatent que la démocratie représentative est exposée aux critiques par différents types de détracteurs. Que se soit de la part des courants populistes possédant une grande capacité de mobilisation des couches populaires marginalisées par l'espace politique dominant, ou bien les grands organismes qui soutiennent la marche de la mondialisation lorsque la liberté d'opinion, la décision autonome, la volonté populaire libre deviennent des éléments de résistance à ses conditions et ses critères même s'ils ne cessent de prétendre "universaliser" les droits de l'homme, des enfants, des femmes, des minorités et de la société civile, etc.

Eu égard à ce qui se déroule sur la scène politique internationale, la pensée souffre d'un grand déficit concernant les idéaux inhérents à l'État ou y compter pour la réalisation du Bien et du Bonheur de tous les citoyens.

Toutes les sociétés, par rapport aux conditions économiques, politiques et culturelles, cherchent dans le temps présent un "État raisonnable". Le retrait de "l'optimisme historique" et le triomphe du capitalisme dans sa version globalitaire imposent de grands défis aux États, particulièrement du sud. Malgré les dérapages, les sociétés ont encore besoin de leurs États. Les fonctions de protection, d'enseignement, d'organisation, de santé, d'habitat, de conscientisation, etc. constituent toujours des attentes réelles dans ces pays, à condition de réformer ses institutions, démocratiser véritablement la vie politique, développer une société civile autonome, reconnaître le droit à l'égalité et à la justice, répartir équitablement la richesse nationale et donner plus de valeur aux jeunes, etc. Il est certain que la société est beaucoup plus forte que la politique. Mais comment peut-on réhabiliter l'action volontariste, les concepts de contrat social, de réforme face au capitalisme autoritaire qu'impose la mondialisation? Jusqu'à quel point peut-on parler d'emprunt, d'interférences, d'interculturel dans un contexte d'inégalités flagrantes et de manque de réciprocité? Peut-on parier sur l'interculturel dans un monde hanté par l'obsession de la finance et caractérisé par le retrait de la politique?

L'HOMME "MONDIALISÉ" OU L'INTERCULTURALITÉ INÉGALE

Comprendre les retombées intellectuelles et culturelles de la mondialisation. Tel est le souci majeur de cette réflexion. Malgré le "surplus discursif" rares sont les tentatives de penser le statut "hérméneutique" de cette même mondialisation¹⁶. Il n'est guère question de prétendre le faire ici. Cela exige des approches multidisciplinaires dans tous les champs où cette percée "globalitaire" remet en question et en bouleverse les fondements.

Il est frappant de constater qu'avec la "mondialisation" on est sorti, au niveau terminologique, de l'ère des "ismes" (colonialisme, impérialisme, etc.) à une variation supposant la présence des autres, l'interaction et la communication. Le terme "mondialisation" est à priori un processus ou le monde participe —quelle que soit la participation!— adhère, échange, et communique. La mondialisation ne peut pas seulement être considérée comme un nouveau stade du fonctionnement de l'économie et de la politique, elle est porteuse d'un nouveau paradigme au niveau de la pensée et de nouvelles perceptions dans les domaines de la culture. Elle suppose, grâce à ses supports communicationnels, une intelligence radicalement différente du temps, de l'espace et des dimensions illimitées de l'imaginaire.

À partir de cette perspective, la mondialisation peut signifier aussi le mouvement d'une interculturalité, d'un échange sans entraves de connaissances, d'emprunts et de symboles, d'expériences humaines et culturelles. Elle sert à promouvoir et faire circuler des imaginaires qui par principe possèdent des capacités à transcender les frontières et à traverser les cultures.

Cette nouvelle intelligence n'a "de sens que par rapport à notre conscience d'appartenance au monde, que ce monde soit le marché pour les agents économiques, l'universel pour les philosophes ou la scène stratégique pour les soldats et les diplomates"¹⁷. Toutes les instances de l'être s'entremêlent, les facultés s'enchevêtrent, le rationnel, le perceptif, l'émotionnel s'articulent dans le même acte de communication. C'est à ce titre qu'on parle "d'imaginaires de la mondialisation". Autant elle devient une réalité économique et communicationnelle palpable, autant elle provoque un imaginaire, une fantasmagorie et un univers où l'imaginaire se nourrit de jour en jour d'archétypes, de schémas, de signes, de préjugés et de rêves. Zaki Laïdi parle d'un "imaginaire social" dont les composants sont: 1. une certaine uniformisation du monde; 2. la "naissance d'une vie quotidienne mondiale" ou les médias jouent un rôle décisif dans cette "phénoménologie du présent"; 3. la mondialisation des émotions ou un "vivre-ensemble émotif"; 4. le marché et 5. une nouvelle production discursive, ou "naissent des mots, des mots d'ordre, des priorités, des agendas réputés "urgentes" ou "légitimes"¹⁸.

Les composantes de cet imaginaire ne peuvent guère être similaires ou homogènes. Chaque entité les assimile et les traduit différemment, malgré cette tendance accrue à l'uniformisation. Il y a deux types d'imaginaire, celui de l'effacement et l'imaginaire différentialiste. "L'imaginaire d'effacement", pour Zaki Laïdi, "est l'expression même de la mondialisation dans la mesure où il nie précisément toute idée d'extériorité, de frontière et de différence"¹⁹. L'Internet contribue, amplement, à approfondir ce sentiment, et à tous les niveaux produisant ce que Denis Duclos nomme une "Taylorisation mentale"²⁰. Alors que "l'imaginaire différentialiste il constitue presque une antithèse symétrique au premier", il inclut toutes les représentations qui, au nom de la tradition et par opposition à la mondialisation, insistent sur la présentation ou la refondation des différences au nom de la race, de la religion ou de la nation. Il se traduit par "un appel au protectionnisme économique, au contrôle des flux migratoires, une résistance à toute valorisation de la mixité religieuse ou ethnique"²¹. Les manifestations de cet imaginaire se trouvent partout et dans tous les pays, même au sein des nations qui guident le processus globalitaire.

Ce processus ne se fait pas sans dégâts économiques, politiques, sociaux et surtout culturels. La logique intégriste du marché, excluant tout effort de régulation, brouille les repères identitaires. La *réforme* est presque devenue un absolu dans la marche dévastatrice de la mondialisation. Le changement aussi, mais les forces traditionnelles, de droite comme de gauche, nationalistes, pseudo-libérales, du Nord comme du Sud, se trouvent dans l'incapacité totale d'imaginer une alternative ou proposer un modèle authentique de réforme sociale. Malgré les efforts de certains intellectuels ou des forces politiques qui s'étaient identifiées à l'idée de projet, le néo-libéralisme a pu totalement brouillé toute tentative utopique en dehors des critères qu'il propose à l'humanité fondés sur l'aléatoire, l'incertain et l'indétermination.

En plus de la notion de l'espace, la question du temps s'est radicalement révolutionnée. La mondialisation, avec ses fluctuations financières et ses découvertes communicationnelles, a engendré une nouvelle problématique temporelle, voire même une formulation bouleversante du passé, du présent et de l'avenir. Le monde vit dans "l'urgence"²². En plus du retrait de l'idée de projet, on n'ose plus planifier pour le long terme. Il y a une "surcharge du présent, qui s'effectue au détriment du passé et de l'avenir"²³. La présentation du présent, qui reste fluide et insaisissable, rompt avec le passé sans pour autant s'engager dans des promesses d'avenir. Mais, paradoxalement, on attend du présent ce que, jadis, on le projetait pour l'avenir.

Il s'agit d'un profond bouleversement dans la pensée et une déconstruction lente et efficace des prétentions qui croient toujours résoudre les problèmes du présent en se référant au passé. L'urgence et l'intérêt sont les maîtres mots qui gouvernent la nouvelle problématique temporelle. Il est vrai que "l'imaginaire différentialiste" continue toujours à résister, mais il se trouve obligé à négocier avec les rendez-vous du temps global. Même "la vérité ne serait plus une conquête. Elle deviendrait plus modestement

la concrétisation provisoire d'intérêts ajustés. Ce qui deviendrait essentiel, ce ne serait plus le projet, la perspective, mais la procédure, le "comment faire"²⁴.

Ce nouvel impératif n'est pas vécu de la même manière. Ce qui paraît une évidence extrême. Mais la poussée fiévreuse de la mondialisation, d'une manière non volontaire semblablement, secoue les temporalités véhiculées par "l'imaginaire différentialiste", les met en crise, ou bien elles s'accrochent à leurs registres référentiels en se contentant de dénoncer cette nouvelle tyrannie, mais en désirant profiter malgré tout des acquis techniques et des supports nouveaux de communication.

Or, si la mondialisation instaure subrepticement une nouvelle temporalité, avec toutes ses retombées économiques, politiques, sociales et existentielles, elle forge parallèlement une perception mitigée du réel. La techno-science, l'ordinateur, l'Internet, le réseau, tous les nouveaux supports techniques de communications, en plus du bouleversement de la question du sens qu'ils opèrent, provoquent les émotions et les passions, et remettent en question toutes les formes de saisie du réel, ou même le principe de réalité, en tant que principe régulateur des comportements de l'homme, s'expose à un ébranlement, presque, total. Dans le cadre de ce que certains analystes appellent "les technologies de l'esprit", le virtuel se substitue au réel, et se superpose à l'univers des millions de personnes dans le monde. Inaugurant ainsi une nouvelle culture, voire même un autre mode de vie. Le virtuel est devenu incontournable puisqu'il s'infiltré dans toutes les instances de l'existence et modèle sans bruit les modes de représentations du temps, de l'espace et du réel.

Si Kant considère le temps et l'espace comme des catégories a priori dans le processus de construction de l'entendement, il suppose un apprentissage, une éducation pour arriver à un certain "penser par soi-même", les nouvelles technologies oppèrent "une véritable révolution des techniques de pensée"²⁵. La nature de l'articulation entre le réel, le symbolique et l'imaginaire prend des dimensions presque insaisissables, car la détermination des frontières entre le réel et le virtuel devient un travail complexe tellement les deux instances s'entremêlent, s'enchevêtrent jusqu'à mettre le rationnel dans un embarras permanent et les rapports au réel, au sens et à l'identité dans une remise en question continuelle.

Les pratiques des nouvelles technologies de communication montrent, aussi, un grand besoin de s'investir dans le virtuel. Exprime-t-il un anti-intellectualisme? Ou un désir profond de fuir le malaise de la civilisation?

Le virtuel est devenu un refuge et une pseudo-réalité. Véhiculé par des symboles, visuels et acoustiques, produit de l'imaginaire "auquel on donne corps grâce à du langage symbolique"²⁶. Le virtuel affecte les sens, les émotions, formulé sur le mode numérique, artificiel, il provoque des "impressions de réalité" ou des mondes oniriques qui ont l'apparence du réel, ressenti en tant que réel sans être réel. Là on se trouve enfoncé dans une pleine ambiguïté entre l'onirique et le réel devant un véritable dérapage du sens, car "faire de la représentation l'ultime présentation du monde virtuel, ce qui implique que l'image coïncide avec son sujet, qu'il n'y ait plus entre eux le moindre intervalle et que tout le sens soit visible"²⁷.

La mondialisation de la communication introduit les personnes “‘branchées’ dans ses supports technologiques, dans un ‘monde volatil’ aux contours flous, apporte les risques de déréalisation à cause de la désincarnation du réel”²⁸. Ceci à une double conséquence: d’abord intellectuelle, car en plus des bouleversements qui ont ébranlé les notions de temps et d’espace, la question du sens devient de plus en plus problématique; sociale ensuite, car il ne s’agit plus de comprendre rationnellement ce bouleversement, mais de déceler ses retombées sociales. En effet, les nouvelles technologies de l’esprit qui “accompagne la mondialisation ne rendent pas toujours service aux hommes. En particulier parce qu’elle accentue la fragilité des systèmes sociaux”²⁹, provoquent des destructions, des fragmentations et remettent en cause la notion d’intersubjectivité, d’interaction et d’identité sociale. C’est ce qui a poussé Bernard Noël à considérer que “la marchandise de la communication ne sera plus qu’une marchandise mentale et la société qui s’instaurera ne sera plus que celle de l’acquiescement à l’évidence”. Ainsi, “par le commerce de l’image, la société de communication aura su réaliser ce qu’aucun régime totalitaire n’avait réussi à créer par l’idéologie: une adhésion naturelle”³⁰.

Il s’agit certainement d’une révolution multidimensionnelle, qui crée des êtres unidimensionnels. Après l’imprimerie, la radio, la télévision, etc., l’Internet, et les autres réseaux constituent un tournant extraordinaire dans l’histoire de l’humanité. Certes, il n’y a pas que des côtés aliénants et négatifs, car il faut chaque fois déconstruire le discours béat sur les nouveaux médias et le “replacer dans une théorie général de la communication”, comme le suggère Dominique Walton et cesser surtout de parier sur la techno-science pour donner du sens à l’existence. Elle a –la techno-science– ses fonctions spécifiques, mais c’est aux hommes, aux acteurs sociaux, politiques et culturels de produire du sens, surtout que “l’homme occidental a mis des siècles à se “libérer” de toutes les tutelles: religieuses, politiques, sociales, militaires. Enfin libre de penser, de circuler et de s’exprimer, il décide aujourd’hui de s’enfermer dans les mils fils de la communication technique”³¹.

La domination ne se fait plus qu’avec les arsenaux militaires ou des pressions économiques et politiques; elle est devenue hautement technicisée, une domination qui fragmente le monde en des régions, groupes, élites “branchés” qui surfent dans le virtuel-symbolique face à un monde de laisser pour compte, exclus de “l’imaginaire de la mondialisation”. Ceux qui maîtrisent les technologies de communication, produisent l’ère du virtuel, et de l’autre côté, ceux qui en subissent les effets. Une inégalité sans limites est en train de se dessiner sous nos yeux. Des structures qui se fragmentent, des édifices se fracturent³², créant ainsi une “société clivée”³³, avec tout ce qu’elle produit de crise du pouvoir, des valeurs, des identités, et des tendances, beaucoup plus accrues, vers le retrait, l’individualisme sans repères, etc., car le monde traverse, ce que Cornelius Castoriadis nomme une “utopie incohérente”. On vit l’ère de “l’individu privé”. L’Occident –et il s’entête à le mondialiser– voit se développer un “type d’individu qui

n'est plus le type d'individu d'une société ou on peut lutter pour plus de liberté, mais un type d'individu qui est privatisé, qui est enfermé dans son petit milieu personnel³⁴.

En plus des discours explicites sur la mondialisation, il y a une pesanteur timide, mais prégnante, qui attire l'homme à réagir positivement aux normes de la mondialisation. L'homme "mondialisé" est celui qui adapte avec succès ses comportements aux exigences nouvelles, ouvre sa raison et son imaginaire à la culture globalitaire, ses désirs aux pénétrations communicationnelles; "l'homme mondialisé", selon cette logique, est une personne pragmatique, volontariste, dépourvue de tout préjugé, ni guidé par une quelconque "idéologie". Il est presque un être neutre, sans ancrages culturels, prêt à épouser le "nouveau monde" sans résistances aucunes. En plus des compétences techniques le nouvel "homme mondialisé" doit être prédisposé à intérioriser la symbolique globalitaire dans son existence, l'introduire dans son espace social, et en faire son horizon culturel.

Il s'agit en quelque sorte de ce que Armand Mattelart appelle "l'imaginaire religieux de la sphère communicationnelle"³⁵ dans la mesure où la religion et la communication sont fondées sur le désir de "relier" (en latin: *religar*) les personnes et les communautés. La communication s'est imposée en tant que véritable paradigme de pensée et d'action; elle est en train de se convertir en un "prêt-à-porter idéologique", voire même en une "vidéologie"³⁶ plus problématique que "l'idéologie politique traditionnelle".

Nul ne doute que l'Amérique est le leader de ce phénomène de civilisation. Pour certains, elle serait la "seule à proposer un "modèle globale de modernité", des schémas de comportement et de valeurs universels, à travers les produits de ses industries culturelles, mais aussi à travers ses techniques, ses méthodes et ses pratiques d'organisations nouvelles"³⁷. D'autres appellent cette nouvelle Amérique le *Mc World*, "qui se projette dans un avenir façonné par des forces économiques, technologiques et écologiques exigeant l'intégration et l'uniformisation"³⁸.

Le *Mc World* devient un modèle et une référence, géré par une volonté de puissance véhiculant une nouvelle idéologie au nom d'une prétention de désidéologisation. Il s'agit en fait de produits, mais aussi d'images, de formes matérielles, immatérielles et d'esthétique. Elle suppose la réception sans émission. C'est l'une des caractéristiques de la mondialisation. La culture paraît dans ce processus comme le véritable secret de cette nouvelle situation. En plus des considérations d'appartenance, de ce qui est local et spécifique, la continuité d'une culture et ses dispositions pour le renouvellement sont inhérentes aux facteurs non locaux et aux valeurs non spécifiques.

Or comment peut-on "humaniser" la mondialisation et parier sur une démarche interculturelle réelle?

En dépit de la pénétration progressive de la culture *Mc World*, de la dissémination accrue des normes de la mondialisation, nul ne doute qu'il serait inconcevable d'uniformiser la culture, ou d'imposer une culture mondiale unique. Les cultures cons-

tituent des réalités incontournables, malgré la prolifération du virtuel, l'inégalité dans l'échange interculturel ou les nouvelles formes de violence culturelle.

Le grand pari se situe dans l'appréhension éveillée de ce qui est véhiculé avec violence par les nouvelles technologies de la communication, soutenues par une volonté de puissance politique et économique, et ce qui relève de l'intermédiation et de la communication interculturelle. Il est certain qu'on ne peut en aucune manière sauvegarder ce qui est condamné à mourir dans une culture, ce qui tombe dans l'oubli, comme il est difficile pour une culture de s'isoler, de se cloisonner et de résister contre les filtres et les influences des cultures du monde. Toutefois, la culture Mc World contient le danger d'une volonté de rejet, d'exclusion, et même d'un ethnocentrisme arrogant, alors que l'interculturel signifie l'écoute réciproque, la reconnaissance, le dialogue, la compréhension et la prédisposition pour des actions partenariales.

S'agit-il d'un vœu pieux où d'une prise en charge de soi par rapport aux bouleversements du monde?

C'est là la question et le pari. De la mondialisation et de l'interculturel. Dans *Identités meurtrières* Amin Maalouf dit: "à qui appartient le monde? A aucune race en particulier, à aucune nation en particulier. Il appartient, plus qu'à d'autres moments de l'histoire, à tous ceux qui cherchent à saisir les nouvelles règles du jeu –aussi déroutantes soient-elles– pour les utiliser à leur avantage... je ne doute pas que la mondialisation menace la diversité culturelle, en particulier la diversité des langues et des modes de vie; je suis même persuadé que cette menace est infiniment plus grave que par le passé ... seulement, le monde d'aujourd'hui donne aussi à ceux qui veulent préserver les cultures menacées les moyens de se défendre"³⁹.

Notes

1. Abid Jabiri, M. (1998), *les Arabes et la mondialisation* (en arabe), Markaz dirassat al Wahda al Arabia, Beyrouth p 297.298
2. Albert, M. (1991) *Capitalisme contre capitalisme*. Paris: Seuil, p. 292.
3. Bourdieu P. (1988) *Contre-feux*. Paris: Raisons d'agir, p. 36.
4. Pour des raisons culturelles et historiques dans le monde anglo-saxon, les équivalents des libéraux français s'appellent 'conservateurs'; les 'sociaux démocrates' sont 'libéraux' aux Etats-Unis et 'travailleurs' dans Grande Bretagne. Sorman, G. (1984). *La solution libérale*. Paris: Fayard, p. 14.
5. Voir Grémien, E. (1998) *Le leadership américain*. Paris: Dunod
6. L'écrivain américain Hubert Selby dit à ce propos: "il me semble que nous sommes plus dangereux aujourd'hui que nous ne l'avons jamais été. Parce que nous avons une économie très puissante. Je crois qu'ils appellent ça le "capitalisme démocratique", ils ont un nom pour tout,

et ils veulent nous faire croire que cela va sauver le monde. Je crois qu'au contraire nous allons nous réveiller un matin et nous rendre compte que c'est un désastre majeur. Regardez ce qu'ils font avec le Tiers-Monde: ils clament qu'ils les aident mais, s'ils leurs donnent de l'argent, ils exigent dans contre partie qu'ils fassent ce qu'on leur dit de faire. Et, le plus souvent, les résultats sont désastreux". *L'événement*, n°744, 2 au 8 septembre 1999.

7. Friedman, T. (1999) *The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization*.
8. Jacquard, A. (1995) *J'accuse l'économie triomphante*. Paris: Calman-Levy, p.149.
9. "L'exercice de la surpuissance, à l'âge du néo-libéralisme, ne garantit nullement à tous les citoyens un niveau de développement humain satisfaisant. Il y a aux États-Unis 32 millions de personnes dont l'espérance de vie est inférieure à soixante ans, 40 millions sans couverture médicale, 45 millions vivant en dessous du seuil de la pauvreté, et 52 millions d'illettrés. Au sein de l'Union Européenne, à l'heure de la naissance de l'euro, il y a 50 millions de pauvres et 18 millions de chômeurs. A l'échelle du monde, la pauvreté est la règle et l'aisance l'exception. Les inégalités sont devenues l'une des caractéristiques structurelles de notre temps. Et elles s'aggravent éloignant toujours plus les riches des pauvres. Les deux cent vingt cinq plus grosses fortunes du monde représentent un total de plus de 1000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel de 47% des plus pauvres de la population mondiale (2.5 milliards de personnes). Des individus sont désormais plus riches que les États: le patrimoine des quinze personnes les plus fortunées dépasse le PIB total de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne". Ramonet, I. (1999) "Nouveau Siècle", dans *Le Monde diplomatique*, janvier.
10. Philipe (1999) "La globalisation, la violence et le sens", dans *Bilan du monde*. Ed. Le Monde, p. 186.
11. Bourdieu, P. *op. cit.*, p. 7.
13. Pierre Bourdieu, *op. cit.*, p. 7.
12. Minc, A. (1993) *Le nouveau Moyen Âge*. Paris: Gallimard, 10-11. Alain Minc affirme que "le nouveau Moyen Âge, comme l'ancien, correspond à un monde décentré, mobile ou rien n'est définitivement acquis", p. 67.
13. Jospin, L. (1998) "La crise mondiale et nous", *Nouvel observateur*, 10-16 Septembre.
14. Soros, G. (1998) "Réformons vite le capitalisme, sinon...", *L'événement du jeudi*, du 1 au 7 octobre 1998. Il affirme: "le principal ennemi de cette société (ouverte et démocratique) ce n'est plus la menace du communisme mais bel et bien celle du capitalisme".
15. Minc, A. (1995) *L'ivresse démocratique*. Paris: Gallimard, p. 201.
16. Laïdi, Z. (1998). "Les imaginaires de la mondialisation", *Esprit*, n°10, oct., p. 85.
17. Laïdi, Z., *op. cit.*, p. 86.
17. Laïdi, Z., *op. cit.*, p. 87-88.
19. Laïdi, Z., *op. cit.*, p. 89.
20. Duclos, D. (1999) "Haine de la pensée, le nouvel ordre informatique", *Manière de voir, Révolution dans la communication*, n° 46, juillet- Août.
21. Laïdi, Z., *op. cit.*, p. 91.
22. Laïdi, Z. (1998). "L'urgence ou la dévalorisation culturelle de l'avenir", *Esprit*, Février, p. 8.

23. *Ibid.*, p. 9.
24. Laïdi, Z. *op. cit.*, p. 18.
25. Sfez, L. (1999) "L'idéologie des nouvelles technologies" dans *Révolution dans la communication, Manière de voir*, n° 46, 1999; voir aussi: Wolton, D. (1997) *Penser la communication*, Paris: Flammarion, p. 49.
26. Lebrun, Ch. (1996) "Réal-virtuel: la confusion du sens", *Futuribles*, Novembre, p. 33.
27. Virilio, P (1999) "Oeil pour oeil, ou le Krach des images", dans *Révolution dans la communication, Manière de voir*, n° 46.
28. Lebrun, Ch., *op. cit.*, p. 36.
29. Wolton, D. (1999) "Sortir de la communication médiatisée", dans *Le Monde diplomatique*, juin.
30. Noel, B. cité in Virilio, P. *op. cit.*
31. Wolton, D., *op. cit.*
32. Mattelard A. (1999) affirme que: "la globalisation se conjugue avec fragmentation et segmentation. Ce sont là les deux faces d'une même réalité en voie de décomposition et de recomposition" dans "Dangereux effets de la globalisation des réseaux"; *Manière de voir*, n°46.
33. Castoriadis, C. (1999) "L'individu privé", dans *Révolution dans la communication, Manière de voir*, n° 46.
34. *Ibid.*
35. Mattelart, A. (1999) "Dangereux effets de la globalisation des réseaux" dans *Révolution dans la communication, Manière de voir*, n° 46; voir aussi: Maffesoli, M. (1993) *La contemplation du monde, figures du style communautaire*. Paris: Grasset, p. 147.
36. Barber, B., R. (1999), "Culture Mc World contre démocratie", *Manière de voir*, n° 46.
37. Mattelart, A. *op. cit.*
38. Barber, B., R., *op. cit.*
39. Maalouf, A. (1999) *Les identités meurtrières*. Paris: Grasset, p. 164-165, 175.